



Union  
syndicale  
**Solidaires**

**25 février 2021**

**CONTACT**



sudcera@9business.fr



04 72 60 21 02

## « L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs » Code du travail Art L4121-1.

**Le Syndicat SUD** souhaite faire un point sur ce qui se passe actuellement dans le réseau et sur l'hallucinante opposition entre le discours satisfait du Directoire et certains responsables de la BDD. Comme vous le savez, les résultats 2020 de la CERA sont bons malgré le contexte très particulier que nous vivons.

*Alors pourquoi une telle pression sur le personnel ?*

*Les responsables de la BDD, cautionnés (ou non) par le Directoire et donc par Mr DENIZOT, sont en train de mettre en danger, selon nous, plus que jamais, la santé des collaborateurs.*

*Les Organisations Syndicales alertent, les médecins du travail alertent également avec des constats de plus en plus alarmants. Le départ des clients ou leur insatisfaction confirme le triste diagnostic de la dégradation des conditions de travail du réseau.*

**Lorsque l'on se penche sur les conditions de travail dans le réseau ce constat alarmant se fait très vite :**

Voilà quelques éléments qui peuvent en attester :

- *Lorsque la direction de la BDD augmente les objectifs (dans un contexte de COVID et de bons résultats à la CERA, salués par les membres du COS et Mr DENIZOT) en imposant désormais d'atteindre 100% des objectifs de certains indicateurs pour obtenir la part variable, ceci, en plus, accompagné dans la plupart des agences d'une baisse d'Etp !! Cela a pour effet de mettre la pression sur les équipes, de dégrader les conditions de travail, de libérer des collègues bien après l'horaire de fermeture officielle. Cela pousse encore à chercher les moindres trucs et astuces pour espérer atteindre les objectifs. Contrairement au discours officiel cela pousse à la quantité à tout prix au mépris de la qualité.*
- *Lorsque la Direction regroupe 128 collègues dans les 13 AEL (avec passerelle, ABP, agence en ligne), cela signifie que dans nombreuses des 270 autres agences, on a perdu ici 1 ETP, là 1 ETP et les clients qu'on a muté d'office en AEL n'étaient pas ceux qui sont les plus chronophages (ceux qui ont, par exemple, des projets immobiliers).*
- *Lorsque la Direction « supprime » les collègues qui géraient l'accueil, et qu'on demande à : des CAP (dont l'activité consiste à étudier les projets patrimoniaux : cela prend du temps), des DA (qui contrôlent les dossiers de prêts, qui sont inondés de mails, de tableaux, de briefs, de formations), des RCP. une ½ journée + un samedi, alors que dans le même temps, la Direction impose une réponse en 24h aux mails et aux appels téléphoniques : que se passe-t-il ? Cela contribue-t-il réellement à une amélioration des conditions de nos métiers respectifs. Bien sûr que non. Et comme on n'a pas le choix, que se passe-t-il ? Vraiment une amélioration des conditions de travail ? Un peu de sérieux.*
- *Lorsque le Syndicat SUD interpelle la Direction depuis plusieurs mois et que rien ne bouge, que pensez-vous que cela renvoie aux collègues en pleine détresse psychologique qui se sont tournés vers nous pour exprimer leurs difficultés ? Pensez-vous vraiment que cela contribue à améliorer la situation ?*



- Lorsque la Direction demande aux organisations syndicales de pointer agence par agence, les dysfonctionnements en remplissant un tableau. Vous pensez que c'est sérieux ! Que cela va apaiser les conditions de travail et apporter un réel confort de travail ? Et si on vous annonçait une agence avec un problème d'ETP : chiche vous augmentez l'ETP ? et bien non, on nous demande de lister, de dénoncer ce que nous ne ferons pas, bien évidemment. La délation n'est pas dans notre culture. Si la Direction ne change pas de position (sur la gestion des ETP par exemple, sur les objectifs, sur l'exigence de répondre en 24h, sur la multiplicité des outils de suivi, sur les mails de pression, sur le déni des heures supplémentaires...) alors cela ne sert à rien. Un des rôles de la Direction de la CERA est d'assurer la santé de ses salariés. Ce n'est pas un objectif : c'est une obligation.  
Mr DENIZOT, reprenez nos tracts. Sous l'ère de Madame Paix nous avons d'autres doléances, vous êtes en train de nous faire ressortir la même sinistre politique que sous l'ère Benchmark.  
La bête immonde qui a fait tant de mal est de retour.
- Lorsque l'on vous demande, même si vous êtes à temps partiel ou encore absent, de répondre en 24h, mais que la Direction n'est même pas capable d'isoler ces périodes des taux de suivi, vous pensez que ça ne met pas de pression pour les collègues qui courent pour répondre le plus rapidement possible. Vous ne pensez pas que, lorsqu'en agence, on est obligé de téléphoner du guichet à nos clients pour respecter des délais et avancer, cela améliore les conditions de travail ?
- Lorsque la Direction dit : il n'y a aucune heure supplémentaire à la CERA dans son bilan social (la bonne blague) tout le monde sait bien qu'elles existent (par surcharge de travail et manque d'ETP) dans le réseau ou au siège même si elles ne sont pas déclarées. Le nier est une forme de mépris.
- Lorsque la Direction déploie dans les sièges de Lyon et Grenoble le projet Galilée qui vise à supprimer 100 emplois, un peu comme ce que l'on a connu dans le réseau, nous avons les mêmes craintes : que pour nos collègues, l'activité reste la même, avec de plus en plus d'obligations et moins de moyens. Supprimer 100 emplois cela contribue, selon vous, à améliorer les conditions de travail : ce que nous refusons ! Et c'est sans parler de la politique des petits chefs qui commence à gangréner les fonctions supports, petits chefs adeptes d'injonctions paradoxales, ce mal récurrent à la CERA.

Nous nous posons aujourd'hui la question de savoir pourquoi. Pourquoi les félicitations du Directoire lors de la risible cérémonie des vœux et pourquoi un tel mépris du personnel ?

Tout cela pour faire remonter à Natixis à minima 30 Millions d'euros ? Oui, 30 millions d'euros pour aider à sortir de cet imbroglio, pour ne pas dire gabegie de BPCE.

Pour celles et ceux qui n'ont pas connu la CERA avant l'arrivée de NATIXIS, il faut savoir que la CERA et ses patrons avaient, précédemment, les coudées franches et avaient le pouvoir de décision pour l'intérêt de leur Caisse et de ses salarié(e)s. Ce temps est malheureusement révolu.

Nous avons vraiment l'impression que la CERA est **gérée à distance, en télétravail par BPCE**, et est destinée, comme les autres Caisses et Banque Populaires, à boucher les trous, conséquences des scandales financiers récurrents de NATIXIS.

Pourquoi les salariés doivent-ils en payer les conséquences ?

Donc, maintenant si rien ne bouge, malgré toutes nos alertes, celles des autres Organisations Syndicales, celles des médecins du travail, celles des salariés, nous tirerons le constat que le Directoire et Mr DENIZOT ne souhaitent pas tenir compte de ceux dont nous nous faisons l'écho. Dont acte. Nous irons chercher et proposer d'autres moyens d'action.

Nous n'aurons, malheureusement plus d'autre choix.

**Plus que jamais, nos santés valent plus que leur profit et la carrière de certains.**

**L'équipe SUD**